

LES METHODES ORGANISATIONNELLES DE MANGANO

Au Congrès du parti de novembre 1947, Mangano appela tous les délégués à voter la résolution présentée conjointement par la minorité du parti et le S.I. et s'engagea encore une fois solennellement à appliquer en public la ligne politique de l'Internationale en Italie. Le délégué du S.I. lui demanda alors s'il se sentait capable politiquement et moralement de défendre cette ligne avec laquelle il n'était pas d'accord. Il ajoutait que la direction de l'Internationale ne voulait forcer personne à agir contre sa conscience et que, dans ce sens, il laisserait à la majorité du parti le soin de déterminer si oui ou non un remplacement de direction devait s'effectuer sur la base de la résolution votée. Mangano accepta alors explicitement la tâche d'appliquer lui-même, à la direction du P.O.C., la politique de l'Internationale.

Il a suffi cependant de quelques semaines d'expérience pour montrer qu'après le Congrès de novembre 1947, le journal « IV<sup>e</sup> Internazionale » continuait à défendre la même politique incohérente de la Fédération des Pouilles qu'il avait défendue auparavant. Le S.I. envoyait alors une lettre ouverte de protestation au Comité Central et à tous les membres du P.O.C., lettre ouverte dans laquelle il faisait la somme de tous

l'expérience politique désastreuse de la section italienne et dans laquelle il avertissait ouvertement la direction du parti qu'il n'allait plus tolérer en Italie une situation dans laquelle la politique trotskyste resterait inconnue des ouvriers italiens. Cette lettre ouverte résume exactement l'ensemble des divergences programmatiques existant entre l'Internationale et Mangano. Mais Mangano ne se limita pas à briser de la façon la plus cynique les accords conclus avec l'Internationale et les résolutions solennellement votées au Congrès. Il n'hésita pas à déclarer ouvertement à la réunion du Comité Central de février 1948 que, dans sa lutte contre la direction de l'Internationale, tous les moyens étaient bons et qu'il avait tout simplement fait voter la résolution indiquée plus haut au Congrès, pour induire en erreur le S.I. Il fit plus. Sabotant ouvertement le travail de regroupement entrepris par les soins du S.I. en Italie, il publia une série d'articles dans le journal « IV<sup>e</sup> Internazionale » qui ne peuvent être autrement interprétés que comme de véritables provocations. C'est seulement grâce au fait que son journal ne circule pratiquement pas en dehors des membres et des sympathisants de son parti que de graves difficultés ont pu être évitées.

CONCLUSION

L'expérience fait avec le P.O.C. durant les quatre années depuis sa fondation sont maintenant concluantes pour toute l'Internationale. Il s'agit d'une organisation hybride dont le noyau essentiel, composé par la Fédération des Pouilles, suit une politique organiquement différente de celle du bolchevisme léninisme. Tous les efforts de conciliation organisationnelle tendant à maintenir ce noyau à l'intérieur de la discipline politique de l'Internationale ont échoué.

Dans ces conditions, le Congrès Mon-

dial a le choix : ou bien tirer les conclusions organisationnelles de cette situation et déclarer au mouvement qu'il n'y a pas aujourd'hui en Italie un parti de la IV<sup>e</sup> Internationale, ce qui ouvre les possibilités d'entamer un travail qui permettra à une partie de l'avant-garde ouvrière italienne d'assimiler le vrai programme de l'Internationale; ou bien maintenir l'équivoque, ce qui signifiera en pratique, laisser le prolétariat italien dans l'ignorance complète.

Pour nous le choix est fait.

RÉSOLUTION SUR LE P.O.C. D'ITALIE

1. — Le Parti Ouvrier Communiste, l'actuelle section de la IV<sup>e</sup> Internationale en Italie, a été constitué par la fusion de la Fédération des Pouilles dirigée par Mangano, et d'un groupe de camarades trotskystes sous la direction de Bartolomeo. Ce fut une fusion sans principes, sur une base purement organisationnelle, réalisée sans qu'aucune discussion préalable n'ait fixé une plateforme commune. C'est cette équivoque originelle qui a pesé lourdement sur le Parti depuis sa formation et qui l'a maintenu dans un état permanent de crise. Cette crise a été caractérisée par une hostilité ouverte et toujours plus accentuée entre les deux groupes dont

la fusion n'avait eu qu'un caractère formel.

Cette hostilité a provoqué une lutte fractionnelle qui s'est terminée par la mainmise de la Fédération des Pouilles, sur la direction du P.O.C. Depuis ce moment la politique suivie par le P.O.C. s'est trouvée en opposition fondamentale avec la politique de l'Internationale.

2. — Les divergences de principe.

a) La direction actuelle du P.O.C. considère que seuls les deux premiers Congrès de l'I.C. sont valables pour la IV<sup>e</sup> Internationale (« IV Internazionale » 5-10-47 : « La dégénérescence de la III<sup>e</sup> Internationale a malheureusement com-

mencé immédiatement après le 2<sup>e</sup> Congrès ; en conséquence, seuls les deux premiers Congrès sont valables comme expérience pour la IV<sup>e</sup> Internationale »). A cette prise de position s'ajoute le rejet des thèses léninistes sur les questions nationales et sur les questions coloniales.

b) La direction actuelle du P.O.C. considère les partis traditionnels de la classe ouvrière comme des partis de gauche de la bourgeoisie (Sinistra borghese) : « Les forces de droite et celles soi-disant de gauche ne sont pas antagonistes ; toutes deux visent, bien qu'avec une méthode différente, à une même fonction objective, celle de restaurer la société bourgeoise... » (Schéma de Thèse - B.I. du S.I., N° 17).

c) La direction actuelle du P.O.C. considère l'U.R.S.S. comme un Etat impérialiste au même titre que les Etats-Unis (« IV<sup>e</sup> Internazionale 15-6-47 : « ...et la position de la classe ouvrière ne peut pas être confondue avec la position impérialiste de Truman ou de Staline... ». La lutte « sourde » entre l'impérialisme anglo-saxon et l'impérialisme russe... »).

d) La direction actuelle du P.O.C. caractérise d'une façon tout à fait fantaisiste la période actuelle : « L'économie de chaque pays — aussi bien vainqueur que vaincu — est dans un état d'attente. L'état d'attente n'est pas le prélude à la crise révolutionnaire. L'attente en ce cas précède le prélude. Le développement de la conscience de classe s'effectuera parallèlement au passage de l'économie de guerre à l'économie de paix ». (Thèses du P.O.C. - B.I. du S.I. N° 17).

C'est l'accumulation de ces divergences qui, en prenant la forme d'un programme différent, rend la politique du P.O.C. incompatible avec celle de l'Internationale.

3. — Les divergences politiques.

La direction actuelle du P.O.C. a été incapable d'appliquer même ses propres principes généraux dans l'action concrète, de les définir en un programme d'action pour le parti, et dans une analyse concrète de l'évolution de la situation. Bien qu'il soit difficile dans ces conditions de faire une critique d'ensemble de la politique quotidienne du P.O.C. avec la même clarté avec laquelle on peut définir les divergences de principes, on peut résumer dans les points suivants les divergences politiques :

a) La direction actuelle du P.O.C. repousse dans son ensemble la conception du Programme de Transition pour le remplacer par une combinaison de revendications immédiates et d'affirmations de principes généraux utilisés comme mots d'ordre d'agitation (Titre de « IV Internazionale », 16-7-47. « Aux plans de Marshall et de Molotov, le prolétariat mondial doit opposer le Plan Marx : La révolution sociale ! »).

b) La direction actuelle du P.O.C.

caricature les quelques mots d'ordre du Programme de Transition qu'elle reprend de temps en temps, en les lançant d'une manière abstraite et aventuriste sans que ces mots d'ordre répondent à des exigences spécifiques d'un moment donné, ou sans qu'ils soient liés d'une façon logique à la ligne générale de la propagande développée par le parti (Manchette de « IV Internazionale », 1-9-47 : « Pour résoudre la crise de la hausse des prix, les palliatifs adoptés par le gouvernement et les protestations platoniques de la C.G.I.L. ne servent à rien : la grève générale est nécessaire »).

c) La direction actuelle du P.O.C. considère que la politique mondiale est aujourd'hui entièrement et exclusivement dominée par la contradiction entre deux impérialismes : russe et yankee. Toute lutte ou conflit social est une conséquence directe de ce conflit central, dans lequel les ouvriers n'ont aucun intérêt (« IV Internazionale », 16-7-47 : « Pendant que, d'une part, l'Amérique aide le gouvernement Maximos, les gouvernements staliniens d'Albanie, de Yougoslavie et de Bulgarie aident les parlisans. Ainsi les travailleurs grecs s'épuisent dans une lutte qui est marquée par la lutte sans pitié entre les Russes et les Anglo-Saxons »).

d) La direction actuelle du P.O.C. suit une politique aventuriste et sans principes sur le plan syndical. Tout en se déclarant partisan de l'unité syndicale, elle a créé à Foggia un « Soviet » qui fait pratiquement double emploi avec les organisations syndicales locales de la C.G.I.L. (syndicats uniques italiens).

e) La direction actuelle du P.O.C. a une attitude sectaire sur la question du Front Unique et de l'unité d'action. Elle estime que l'unité d'action se réalise uniquement dans les syndicats et elle se refuse notamment à appeler à la constitution d'un Front Unique pour la lutte physique contre le fascisme, pour la défense des libertés ouvrières, etc... (Thèses du P.O.C., B.I. du S.I. N° 17 : « La tactique du Front Unique et des Fronts Populaires (1) telle qu'elle fut déterminée au 3<sup>e</sup> Congrès de la III<sup>e</sup> Internationale doit être considérée comme contre-révolutionnaire... »).

f) La direction actuelle du P.O.C. a une position sectaire sur les mots d'ordre démocratiques et s'est refusée à lancer le mot d'ordre de la République contre la monarchie (« IV Internazionale », 15-6-47 : « Les travailleurs savent qu'en régime capitaliste la République vaut la monarchie... et que... seule la révolution sociale... ». Et, à propos de la révocation du Préfet milanais Troilo, ce qui avait provoqué une émeute ouvrière à Milan : « Evidemment les ouvriers milanais, ou mieux de la province de Milan, croient qu'un préfet peut être meilleur qu'un autre préfet, et qu'il peut y avoir des préfets qui ne soient pas au service du gouvernement... »).